

SAUVER  
DES VIES  
CHANGER  
LES VIES



# Stratégie de Protection Sociale

Programme Alimentaire Mondial | Amérique latine et dans les Caraïbes





**Programme  
Alimentaire  
Mondial**

SAUVER  
DES VIES

CHANGER  
LES VIES

Tous les droits sont réservés. La reproduction et la diffusion des informations contenues dans ce produit d'information à des fins pédagogiques ou à d'autres fins non commerciales sont autorisées sans autorisation écrite préalable des détenteurs des droits d'auteur, à condition que la source soit pleinement reconnue. La reproduction des éléments de ce produit d'information à des fins de revente ou à d'autres fins commerciales est interdite sans autorisation écrite. Les demandes d'autorisation doivent être adressées au Directeur de la Division des communications, e-mail: [wfp.publications@wfp.org](mailto:wfp.publications@wfp.org) © WFP 2019

*Les dénominations utilisées et la présentation de matériel dans les cartes n'impliquent en aucun cas l'expression d'opinion de la part du PAM en ce qui concerne le statut juridique ou constitutionnel de tout pays, territoire, ou zone maritime, ou en ce qui concerne la délimitation des frontières.*

Avant-propos .....	6
Remerciements .....	7
Introduction.....	9
Procédure .....	9
Raisons de l'engagement du PAM dans la protection sociale.....	11
Pilier 1: Protection sociale d'un point de vue lié à la nutrition.....	23
Pilier 2: Protection sociale réactive aux chocs .....	29
Pilier 3: Protection sociale et changement climatique .....	35
Pilier 4: Soutien aux systèmes de protection sociale.....	38

---

# CONTENU

## Avant-propos

En Amérique latine et dans les Caraïbes, les plateformes de protection sociale représentent une opportunité formidable pour catalyser les efforts intersectoriels en vue d'atteindre l'objectif « Faim et malnutrition zéro » d'ici 2030, en raison de la couverture particulièrement étendue des programmes nationaux. Par exemple, les programmes nationaux de transferts monétaires affectent 130 millions de personnes dans 20 pays de la région (CEPALC 2017) ; 85 millions d'enfants reçoivent des repas scolaires quotidiens (PAM 2017). Le PAM a la capacité unique d'aider les gouvernements nationaux à utiliser leurs systèmes de protection sociale pour atteindre l'Objectif de développement durable (ODD) n° 2. Cette stratégie régionale s'articule autour de quatre domaines d'engagement prioritaires qui, ensemble, contribuent à la réalisation de l'ODD 2 : protection sociale d'un point de vue lié à la nutrition, protection sociale réactive aux chocs, protection sociale dans la perspective du changement climatique et renforcement des systèmes.

Au cours des dernières années, la région a connu un nombre de catastrophes sans précédent, tant en termes d'intensité que de fréquence. La possibilité d'adapter, d'étendre et d'utiliser les systèmes nationaux pour aider les personnes touchées par des crises fait l'objet d'une attention accrue au niveau mondial ainsi que dans la région, où les réseaux de sécurité sociale aident plus de 200 millions de personnes et où les catastrophes en ont touché plus de 67 millions en une décennie. À mesure que les systèmes de protection sociale progressent et consolident leur capacité administrative à fournir une assistance sociale, leur potentiel de soutien aux interventions d'urgence augmente de manière exponentielle. Toutefois, les investissements en matière de préparation sont essentiels pour garantir que les systèmes sont résistants, évolutifs et prêts à être déployés au moment où une crise survient.

Le double fardeau de la malnutrition impose un lourd tribut social et économique à tous les pays de la région, comme le montre la récente étude sur le coût du double fardeau de la malnutrition réalisée dans sept pays (PAM et CEPALC 2017 ; 2019). Pour réagir à la menace croissante du surpoids et de l'obésité, tout en poursuivant le programme inachevé d'éradication de la sous-alimentation, un plan d'action multisectoriel est nécessaire. Les plateformes de protection sociale d'un point de vue lié à la nutrition, notamment les programmes nationaux d'alimentation scolaire, peuvent être exploitées pour obtenir de meilleurs résultats en matière de nutrition auprès des groupes vulnérables, en particulier les jeunes enfants, les mères et les adolescentes.

Préserver les moyens de subsistance et aider les personnes les plus vulnérables à s'adapter à un contexte de crise climatique est un nouvel défi pour le PAM dans la région. Des politiques et des instruments de protection sociale soigneusement conçus contribueront à atteindre ces objectifs, sous réserve qu'ils remplissent une fonction d'adaptation climatique à long terme. Pour renforcer la capacité des ménages à s'adapter aux changements environnementaux, des programmes efficaces doivent être mis en place : transferts monétaires conditionnels, programmes de travaux publics et dispositifs de sécurité visant à accroître la productivité des services climatiques, comme le financement fondé sur les prévisions, les informations et l'analyse climatique, ainsi que les services environnementaux et d'assurance contre les risques climatiques.

La présente stratégie régionale de protection sociale pour l'Amérique latine et les Caraïbes s'appuie sur plusieurs années de travail intensif. Cet engagement actif au niveau régional et national s'est traduit par des efforts de renforcement des capacités, d'assistance

technique, de coopération Sud-Sud et triangulaire, et de production de preuves liées à la défense des politiques. Cette stratégie apporte un cadre et une vision d'ensemble pour un programme coordonné de protection sociale avec une approche centrée sur les individus et basée sur les droits. Telle est la vision du PAM : des systèmes nationaux de protection sociale inclusifs, équitables et sexospécifiques, qui donnent la priorité aux groupes les plus vulnérables et marginalisés, afin de contribuer efficacement et durablement à l'objectif « Faim et malnutrition zéro » en Amérique latine et dans les Caraïbes.

La protection sociale est l'une des priorités du PAM. Depuis sa première politique sur les filets de sécurité en 2004 jusqu'à son plan stratégique actuel pour 2017-2021, le PAM s'est engagé dans le renforcement des systèmes de protection sociale comme moyen de réduire la

faim et la malnutrition, de protéger les moyens de subsistance, de bâtir le capital humain et d'accroître la résilience face aux chocs récurrents.

Cette stratégie régionale adapte la vision globale du PAM aux spécificités du contexte régional. Toutefois, les nouveaux défis qui émergent (migration, pauvreté urbaine et chômage des jeunes) menacent d'anéantir les progrès réalisés au cours des dernières décennies. La faim augmente de nouveau à l'échelle mondiale et régionale. Le PAM en Amérique latine et dans les Caraïbes continue de rechercher des approches novatrices pour relever ces défis et renseigner les pratiques mondiales, afin d'accélérer les efforts vers l'objectif « Faim et malnutrition zéro », sans ne laisser personne de côté.

### **Miguel Barreto**

*Directeur régional, Bureau régional du Panama*

## **Remerciements**

La première version de ce document a été rédigée par Sarah Kohnstamm. Il a ensuite été révisé et mis à jour par Francesca De Ceglie en tant qu'auteure principale, et par Ana Solórzano, Giulia Baldi et Marc-André Prost en tant que co-auteurs. Un processus de révision interne au PAM a également été mené, d'abord au niveau régional au sein de l'unité du programme, puis par les bureaux de pays dans la région donnée et par l'unité de protection sociale au siège du PAM.

Nous tenons à les remercier tous pour leur précieuse contribution à l'élaboration de ce document évolutif.

Les documents de référence et la note conceptuelle qui ont servi de base à la rédaction de cette stratégie régionale sont disponibles sur demande. Pour toute autre information, veuillez contacter [giulia.baldi@wfp.org](mailto:giulia.baldi@wfp.org) ou [marcandre.prost@wfp.org](mailto:marcandre.prost@wfp.org)



Fotografia: Deivid Torrado

## Introduction

Guidé par les Objectifs de Développement Durable (ODD), le Programme Alimentaire Mondial (PAM) apporte un soutien croissant aux systèmes et programmes nationaux de protection sociale qui contribuent à l'éradication de la faim pour des résultats à long terme en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, dans une grande variété de contextes. Depuis sa première politique sur les filets de sécurité en 2004 jusqu'à son plan stratégique actuel pour 2017-2021, le PAM a fait preuve d'un engagement et d'une croyance solides dans la protection sociale comme moyen de réduire la faim et la malnutrition, de protéger les moyens de subsistance, de renforcer le capital humain et d'accroître la résilience face aux chocs récurrents. Le rôle du PAM est bidimensionnel: 1) la prestation de services dans les pays dont les capacités ou les ressources sont limitées ; 2) l'assistance technique, le renforcement des

capacités, la défense des droits et le soutien aux politiques pour faire avancer les programmes pris en charge par les pays. Ce dernier point est le rôle le plus important du PAM dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes (ALC) et dans d'autres pays à revenu intermédiaire partout dans le monde.

Ce document a pour objet de résumer brièvement les principaux domaines d'investissement du PAM liés à la protection sociale dans la région ALC, ainsi que d'étayer la formulation et la mise en œuvre des plans stratégiques nationaux du PAM, en complément d'autres documents institutionnels et régionaux. Il a également pour but de présenter quelques principes directeurs, une vision de référence rapide et les prochaines étapes à suivre par le PAM dans le domaine de la protection sociale.

## Procédure

Cette vision stratégique régionale se fonde sur le travail effectué par le Bureau régional du Panama et les bureaux de pays du PAM en matière de protection sociale sur la période 2015-2019, et sur les domaines prioritaires qui ont émergé de ces investissements initiaux. Premièrement, le PAM a créé un groupe consultatif interne sur la politique des programmes régionaux pour valider une note conceptuelle interne sur la protection sociale et identifier les principaux domaines d'action.

La note conceptuelle a fourni la base de cette vision stratégique, le contexte régional, des exemples pertinents et une grande partie des assises théoriques et pratiques de l'engagement du PAM.

En outre, ce document se fonde sur les constatations et les enseignements tirés d'une série d'initiatives du PAM et de consultations auprès d'un grand nombre de parties prenantes au cours de la période 2016-19, en particulier:

- 1) le Learning Journey on Social Protection 4 Zero Hunger (Parcours d'apprentissage vers une protection sociale pour la Faim Zéro) : tous les stagiaires, la direction du PAM et des experts externes ont contribué aux discussions stratégiques sur le rôle du PAM dans la protection sociale ;
- 2) l'Étude sur la protection sociale réactive aux crises en Amérique latine et dans les Caraïbes, avec l'Oxford Policy Management (OPM), et le premier séminaire régional organisé par le PAM sur ce sujet, regroupant 20 gouvernements, partenaires et experts en protection sociale ;
- 3) d'autres études du PAM telles que Smart School Meals (Cantines scolaires intelligentes) et Gender-Sensitive Social Protection for Zero Hunger (Protection sociale lié au genre pour la Faim Zéro) ;
- 4) le RBP Social Protection Innovation Fund (Fonds pour l'innovation de la protection sociale du Bureau régional du PAM au Panama) et d'autres initiatives au niveau des pays pour faire progresser le soutien du PAM aux systèmes nationaux de protection sociale ;
- 5) le processus de consultation et de formulation des plans stratégiques par pays dans la région, qui a

montré l'importance de thèmes spécifiques liés à la protection sociale pertinents pour le PAM et l'objectif « Faim Zéro » ;

- 6) des discussions avec la communauté de pratique sur la protection sociale du Bureau régional du Panama et avec des partenaires externes soigneusement sélectionnés ;
- 7) l'étude Protection sociale et changement climatique: Vision du Bureau régional du PAM pour l'Amérique latine et les Caraïbes afin de faire progresser l'adaptation au changement climatique par le biais de la protection sociale, développée en collaboration avec l'Oxford Policy Management (OPM);
- 8) l'étude Step-by step approach: Providing technical assistance to host government in Latin America on social protection and safety nets by facilitating South-South cooperation (Approche étape par étape du PAM: fournir une assistance technique

aux gouvernements des pays hôtes de la région d'Amérique latine en matière de protection sociale et filets de sécurité en facilitant la coopération Sud-Sud).

Enfin, ce document s'inspire de la vision institutionnelle du PAM quant à la protection sociale, aux transferts monétaires et au renforcement des capacités des pays, ainsi que des discussions entretenues avec les hauts responsables du PAM sur ces sujets et des échanges avec d'autres bureaux régionaux.

Ce processus complet a débouché sur un ensemble de thèmes fédérateurs qui s'avèrent les plus critiques pour l'engagement du PAM dans la protection sociale de la région ALC au cours des prochaines années.

# Raisons de l'engagement du PAM dans la protection sociale



Le PAM estime que son aide directe à la région ALC, même si elle est essentielle pour des millions de personnes, n'est pas suffisante pour atteindre les objectifs du programme « Faim Zéro », cette aide étant de plus en plus apportée par le biais de transferts monétaires en partenariat avec les gouvernements et le renforcement des capacités.

Dans l'ensemble, les systèmes et programmes nationaux de protection sociale de la zone ALC sont des systèmes éprouvés qui offrent une large plateforme pour contribuer aux ODD. Ils sont dirigés par les pays, gagnent en rentabilité et atteignent les populations pauvres et vulnérables de plus en plus efficacement. Le

PAM soutient déjà ces systèmes dans la région ALC.

La protection sociale va de pair avec la sécurité alimentaire et la nutrition. Il a été prouvé maintes fois que les programmes de protection sociale ont eu des impacts positifs sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Par définition, les gouvernements fournissent une protection sociale pour garantir que les personnes puissent satisfaire leurs besoins fondamentaux, notamment disposer de l'alimentation adéquate pour mener une vie saine et active. Avec son plan stratégique actuel, le PAM s'engage à renforcer les capacités des pays à fournir des mesures de protection

sociale garantissant l'accès à une alimentation adéquate, nutritive et sûre pour tous.

La protection sociale a un rôle important à jouer pour assurer l'accès à une alimentation adéquate et nutritive tout au long de l'année, faire progresser l'inclusion et l'égalité des sexes, soutenir les petites exploitations agricoles et leur résilience, favoriser les changements de comportements liés à la nutrition et établir des systèmes alimentaires durables. Il est essentiel de tirer parti des systèmes de protection sociale pour remplir les objectifs des pays en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, pour renforcer le capital humain et pour atteindre les populations les plus vulnérables en situation d'insécurité alimentaire. Enfin, les systèmes de protection sociale peuvent être utilisés pour aider les populations touchées par des crises, leur permettre de se remettre des chocs et s'adapter au changement climatique. Le schéma ci-dessus illustre comment le PAM peut examiner et exploiter les régimes de protection sociale existants afin d'éradiquer la faim et la malnutrition dans la région, de transformer et sauver des vies.

En prouvant l'impact social et économique de l'insécurité alimentaire et du double fardeau de la malnutrition, le PAM peut soutenir les efforts des gouvernements en vue de redéfinir le cadre politique, y compris les systèmes de protection sociale en tant que plateforme pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition auprès de la population. Les Bureaux de Pays du PAM peuvent ainsi participer à ce dialogue politique.

Dans cette optique, il est essentiel de mettre en place des systèmes pour renforcer la coordination entre la protection sociale et les différents secteurs (santé, éducation, gestion des risques de catastrophe naturelle, changement climatique) afin de poursuivre une stratégie globale

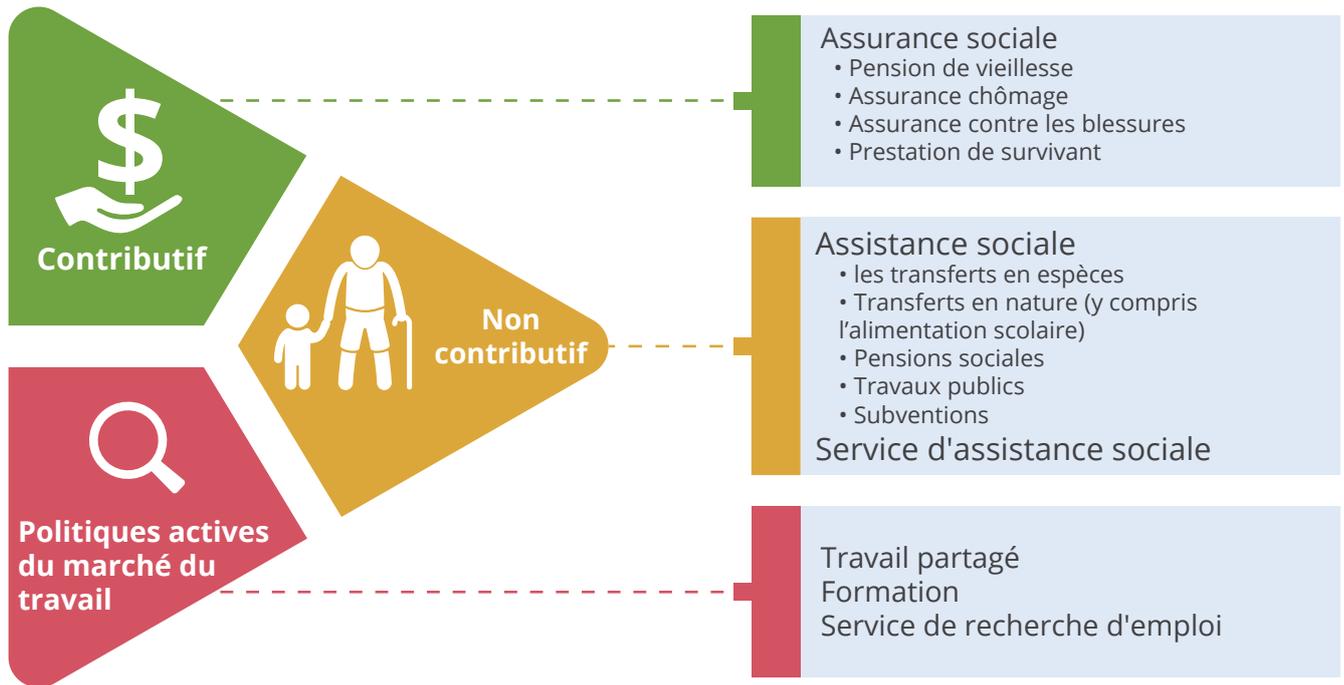
### Définitions (directives du PAM en matière de filets de sécurité, 2014):

La protection sociale désigne un vaste ensemble de dispositions et d'instruments conçus pour protéger les membres de la société contre les crises, les chocs et les perturbations tout au long de leur cycle de vie. Elle comprend l'aide sociale pour les pauvres, l'assurance sociale pour les personnes vulnérables, les réglementations du marché du travail et la justice sociale pour les groupes marginalisés. Les systèmes de protection sociale comprennent au moins des filets de sécurité, des politiques relatives au marché du travail, des options d'assurance et les services sociaux de base. Dans l'ensemble, les composantes de la protection sociale sont souvent appuyées par les législations et les droits, comme le salaire minimum.

La protection sociale a quatre fonctions principales : Les mesures de protection garantissent le secours contre la misère ; les mesures de prévention évitent les privations de diverses manières ; les mesures de promotion améliorent les revenus et les capacités ; et les mesures de transformation répondent aux préoccupations liées à l'équité et à l'exclusion sociale.

Les filets de sécurité sont une composante des systèmes de protection sociale. Il s'agit de programmes officiels ou officieux de transferts non contributifs conçus pour apporter un soutien prévisible aux personnes qui sont vulnérables, en situation de pauvreté ou de malnutrition, ou qui souffrent d'autres formes de privation. Les expressions « filets de sécurité », « transferts sociaux » et « assistance sociale » font toutes référence à des transferts non contributifs.

## Divers instruments de protection sociale



Nous faisons une distinction entre les programmes contributifs et non contributifs par rapport aux différents risques et groupes de population qu'ils ciblent. Dans le cas des programmes non contributifs, les transferts sont entièrement payés. En revanche, les

participants effectuent des versements réguliers, dans le cas des programmes contributifs, pour couvrir les coûts liés aux événements du cycle de vie. Pour ces derniers, les coûts sont couverts par le fournisseur (par exemple, l'employeur).

*Source : Barca et al à venir Shock-Responsive Social Protection in the Caribbean: Literature Review. (Protection sociale réactive aux chocs dans les Caraïbes : analyse de la documentation) OPM et PAM.*

A young boy with short dark hair, wearing a blue and white striped long-sleeved shirt, is the central focus. He is holding a bright red plastic cup to his lips with his right hand and a peeled banana in his left hand. He is looking directly at the camera with a neutral expression. The background is filled with other children, mostly boys, who are out of focus, suggesting a school or classroom setting. The lighting is natural, and the overall tone is candid and documentary.

# PRINCIPES DIRECTEURS

*Fotografía: Mariana Gonzalez*

## PRINCIPE N° 1. SE CONCENTRER SUR LES PERSONNES CIBLÉES PAR LE PAM

Conformément aux Objectifs de développement durable, le PAM aspire à l'universalité<sup>1</sup> et cherche à «mettre en place des systèmes et mesures de protection sociale pour tous, adaptés au contexte national, y compris des socles de protection sociale, et faire en sorte que d'ici à 2030, une part importante des pauvres et des personnes vulnérables en bénéficient» (ODD 1.3). Cette aspiration est ancrée dans la réalité. Il s'agit d'une approche fondée sur les besoins qui considère la protection sociale comme une garantie, mais qui est différente dans la pratique car elle tient compte des contextes et besoins des divers groupes de population<sup>2</sup>: les personnes en situation d'insécurité alimentaire, pauvres, vulnérables et marginalisées, y compris les personnes vivant avec le VIH qui sont parfois laissées pour compte par les mêmes systèmes de protection sociale. Le PAM peut et doit être leur défenseur et leur porte-parole à tout moment dans le cadre de son engagement dans la protection sociale. Le PAM en Amérique latine et dans les Caraïbes continuera à soutenir les systèmes nationaux et les approches plus inclusives, protectrices, préventives, promotionnelles et transformatrices qui contribuent à l'objectif Faim Zéro.

## PRINCIPE N° 2. PROTECTION SOCIALE INCLUSIVE ET ADAPTÉE DU POINT DE VUE DU GENRE : PASSER DE LA THÉORIE À LA PRATIQUE

N'oublier personne et intégrer une approche transformative du genre ne sont pas seulement des déclarations pour se bercer d'illusions. Le PAM peut étudier ces concepts et soutenir les gouvernements dans la mise en œuvre de ces derniers, ce qui est déjà le cas dans certains pays de la région. Ces deux optiques devraient toujours être intégrées dans tout type

d'engagement en matière de protection sociale, en se concentrant sur les personnes qui sont le plus dans le besoin. Cela s'applique également à la protection sociale sensible au VIH, où la protection financière est essentielle, y compris les transferts sociaux. Il en va de même pour la protection sociale en santé et l'inclusion de la thérapie antirétrovirale dans un ensemble essentiel de services de soins de santé universellement accessibles, ce qui garantirait l'accès au traitement et son observance (Cash and Care)<sup>3</sup>.

## PRINCIPE N° 3. CONTRIBUER AU « TRIPLE LIEN » EN PRATIQUE PAR LE BIAIS DE LA PROTECTION SOCIALE

Le PAM adhère aux principes humanitaires et s'engage à rendre des comptes aux populations touchées<sup>4</sup>. Le contexte en Amérique latine et dans les Caraïbes est idéal pour contribuer concrètement à renforcer le lien entre l'action humanitaire, le développement et la paix. Il permet aussi de prouver que les actions humanitaires et de développement peuvent être mieux intégrées pour transformer la vie des personnes vulnérables et soutenir des communautés pacifiques. Pour y parvenir, la protection sociale peut être un outil important pour les gouvernements, grâce à son approche systémique inhérente et à long terme qui vise à briser le cycle intergénérationnel de la pauvreté et de la faim, en temps normal comme en temps de crise.

## PRINCIPE N° 4. ADOPTER DE NOUVELLES PERSPECTIVES ET ANTICIPER LES BESOINS ÉMERGENTS.

Le PAM devra se pencher plus systématiquement sur un certain nombre d'enjeux émergents déterminants liés à la protection sociale pour atteindre l'objectif « Faim Zéro » dans cette région. En particulier, la crise migratoire régionale actuelle<sup>5</sup> est

1 Selon les termes de la CEPALC (2015), «il est important de noter que concevoir la protection sociale dans une optique fondée sur les droits en tant que politique universelle offrant à tous les citoyens un accès égalitaire ne signifie pas fournir des services uniformes pour une population hétérogène, mais plutôt d'adapter des services pour couvrir différents besoins et garantir la jouissance des droits pour tous. Ainsi, l'orientation universaliste n'est pas en contradiction avec le ciblage. Au contraire, ce dernier est mis au service de l'orientation universaliste pour souligner les différentes situations dans lesquelles les personnes se trouvent».

2 Conformément à la vision de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) et en accord avec l'Initiative pour un socle de protection sociale (SOCPRO) à l'échelle des Nations unies

3 Consultez [ici](#) le document du PAM sur la protection sociale sensible au genre pour la Faim Zéro, qui fait partie intégrante de cette vision régionale.

4 Consultez [ici](#) les Principes Humanitaires et [ici](#) la responsabilité avec les populations affectées.

5 Se produisant à une vitesse et une ampleur sans précédent, la migration du Venezuela vers les pays voisins (Colombie, Pérou, Équateur et Chili), les caravanes humaines du triangle nord de l'Amérique centrale (Guatemala, El Salvador et Honduras) et la migration depuis le Nicaragua, impliquent des crises migratoires régionales inédites

susceptible d'avoir un impact radical sur les systèmes nationaux et de provoquer d'importants changements de paradigmes, autant dans les zones d'origine que de destination. Elle s'accompagne aussi de nouveaux types de vulnérabilités. Comment les systèmes nationaux de protection sociale vont-ils s'adapter et que peut faire le PAM en termes de soutien face aux crises migratoires actuelles

### **PRINCIPE N° 5. ENGAGER LA CONVERSATION: INTÉGRER LA COMMUNICATION POUR MAXIMISER L'IMPACT DE LA PROTECTION SOCIALE"**

La Communication pour le changement social et comportemental (CCSC) a un effet catalyseur sur la conception d'un modèle de protection sociale centrée sur les individus, tenant compte des difficultés liées aux comportements et renforçant le potentiel des programmes de protection sociale pour améliorer l'appropriation, le dialogue social et la cohésion. Le PAM estime que la communication avec les bénéficiaires est hautement pertinente pour éclairer la conception et la mise en œuvre des programmes, servant de base aux améliorations créatives et communautaires. La CCSC est une activité complémentaire importante pour aider les ménages à acheter des aliments nutritifs, à utiliser des méthodes de préparation des aliments plus saines à la maison et à assurer une répartition équitable de la nourriture au sein des ménages. La CCSC peut également accompagner les programmes d'alimentation scolaire, car les écoles offrent une plateforme unique pour impliquer les enfants et les adolescents d'âge scolaire. En ce qui concerne la protection sociale et le changement climatique, la CCSC peut soutenir le changement de comportement des petits exploitants agricoles pour qu'ils adoptent de nouvelles stratégies d'adaptation.

### **PRINCIPE N° 6. APPORTER DES PREUVES ET DES CONNAISSANCES POUR ÉCLAIRER LES PRATIQUES**

Le PAM croit aux politiques et programmes de protection sociale fondés sur des observations factuelles. L'ensemble de données probantes sur la protection sociale n'a cessé de croître dans la région ALC et dans le monde. Cependant, des lacunes étonnamment importantes subsistent en matière de preuves dans un certain nombre de domaines essentiels

pour que les décideurs et les systèmes de protection sociale évoluent et parviennent à répondre aux différents besoins. Le PAM produit déjà des preuves et systématise les connaissances pour éclairer les pratiques. Il poursuivra ce travail en partenariat avec des institutions de recherche et d'autres organismes en ce qui concerne les liens entre la protection sociale et la sécurité alimentaire, ainsi que d'autres domaines présentant un manque d'informations et des aspects encore émergents.

### **PRINCIPE N° 7. « CASH PLUS » ET AUTRES TRANSFERTS: S'IMPLIQUER ET METTRE LA BARRE PLUS HAUT**

Dans ses opérations directes dans la région, le PAM privilégie de plus en plus les modalités de transfert en espèces et a introduit un certain nombre d'innovations pour obtenir de meilleurs résultats. Cette expertise mondiale et régionale en matière de conception et de mise en œuvre de transferts monétaires à grande échelle peut aider les gouvernements à passer des transferts monétaires conditionnels (CCT) développés dans les années 90 à des interventions « Cash Plus » et d'autres approches intégrées qui s'efforcent d'être plus inclusives, moins normatives et moins contraignantes pour les femmes. Des transferts en espèces inconditionnels à usage multiple dédiés aux besoins essentiels, à la digitalisation et à l'inclusion financière des plus pauvres, le monde de l'argent liquide évolue rapidement. Le PAM est en première ligne de cette importante transition et peut l'accompagner.

### **PRINCIPE N° 8. ÊTRE PIONNIER : INVESTIR DANS L'INNOVATION POUR OBTENIR DES SOLUTIONS ÉVOLUTIVES ET DE MEILLEURS RÉSULTATS**

Le PAM s'engage en faveur de l'innovation, notamment dans les programmes et les progrès techniques. Il s'engage aussi à promouvoir un environnement propice au partage des expériences et des connaissances entre les gouvernements dans le but d'améliorer les systèmes de protection sociale (par exemple, transformation numérique, interopérabilité, solutions de financement innovantes, ciblage, systèmes de données et d'informations, systèmes de prestation, etc.). L'expertise informatique du PAM peut également appuyer plusieurs solutions locales, le PAM pouvant

ensuite utiliser ses interventions directes pour les tester et présenter les résultats aux gouvernements. Le PAM peut agir en tant que facilitateur de partenariats avec des institutions de recherche ou du secteur privé pour créer des solutions innovantes en collaboration. De plus, l'expertise du PAM en matière de chaîne d'approvisionnement devrait être mieux exploitée : par exemple, le soutien aux détaillants pourrait grandement accroître la valeur (parfois limitée) du transfert fourni par les programmes nationaux de protection sociale, améliorer le pouvoir d'achat des familles et donc les résultats des programmes.

#### **PRINCIPE N° 9. CAPACITÉS INTERNES : RESPONSABILISER LES DÉFENSEURS DE LA PROTECTION SOCIALE DU PAM**

Le PAM doit continuer à investir dans le renforcement de ses capacités internes à tous les niveaux dans la région, afin de faire progresser la protection sociale pour l'objectif Faim Zéro et d'apporter le meilleur soutien possible aux gouvernements. La communauté de pratique du PAM dans la région ALC comprend déjà un important groupe de «défenseurs de la protection sociale du PAM», qui peuvent aider à former de nouvelles générations d'agents ayant une expertise et une passion pour la protection sociale. Les échanges entre les bureaux nationaux, avec le siège et avec les autres bureaux régionaux doivent toujours être encouragés, de même que les initiatives d'apprentissage innovantes, la formation sur le terrain et les webinaires avec des partenaires extérieurs.

#### **PRINCIPE N° 10. CONSTRUCTION DE SYSTÈMES ET APPROCHE TENANT COMPTE DE L'ENSEMBLE DE LA SOCIÉTÉ**

Le PAM place la construction de systèmes au centre de son travail pour des résultats plus durables. Il soutient le système national de protection sociale au sens large, tout en promouvant une compréhension approfondie

de l'économie politique qui sous-tend les régimes de protection sociale. Nous reconnaissons également le rôle crucial de la société civile, du secteur privé, des universités et d'autres acteurs dans la mise en place de systèmes de protection sociale efficaces qui contribuent à l'objectif « Faim Zéro ». Le PAM continuera à travailler de manière indépendante et en collaboration avec différentes institutions nationales, afin de soutenir des politiques publiques durables et efficaces qui transcendent le renouvellement des gouvernements et s'inscrivent dans les cadres juridiques nationaux.

#### **PRINCIPE N° 11. PARTENARIATS 2.0 EN MATIÈRE DE PROTECTION SOCIALE POUR ATTEINDRE L'OBJECTIF FAIM ZÉRO**

Le PAM prend très au sérieux les partenariats visant à anéantir la faim et la malnutrition. Nous sommes conscients que la protection sociale nécessite un modèle de partenariat avancé ainsi que des mécanismes de financement novateurs. Les agences de l'ONU, les donateurs, les ONG, les universités, la société civile, le secteur privé et tous les partenaires du développement ont des rôles différents à jouer dans le soutien aux systèmes de protection sociale. Le PAM s'engage notamment à unir les forces et à éviter les doubles emplois ou les conseils incohérents au sein des gouvernements. Les partenariats régionaux sont un bon exemple de cet effort, comme ceux établis avec la CEPALC et l'UNICEF. La participation du PAM aux réseaux et organismes mondiaux de protection sociale, comme la SPIAC-B et l'ISPA, soutient également le travail dans la région et l'alignement entre les partenaires du développement. Enfin, le PAM devrait renforcer son rôle de fédérateur de la coopération Sud-Sud et triangulaire sur des sujets clés de la protection sociale, notamment par l'intermédiaire de séminaires régionaux et nationaux, de visites d'échange et d'accords bilatéraux, ainsi que par le lancement de communautés de pratique régionales (sur la plateforme [socialprotection.org](http://socialprotection.org), par exemple).



# Une vision, quatre piliers de travail

Fotografra: Rein Skullerud



## Protection sociale pour L'objectif Faim Zéro



Protection Sociale  
d'un Point de Vue  
lié à la Nutrition



Protection Sociale  
Réactive Aux Chocs



Protection Sociale  
et Changement  
Climatique



Soutien Aux  
Systèmes de  
Protection Sociale

La vision globale du PAM pour la région ALC en matière de protection sociale est la suivante : soutenir et renforcer les systèmes nationaux de protection sociale qui contribuent de manière significative et à grande échelle à la lutte contre la faim et la malnutrition. Cette déclaration peut être synthétisée par l'expression «Protection sociale pour l'objectif Faim Zéro».

Les moyens de parvenir à cet objectif du PAM sont le renforcement des capacités et l'assistance technique aux institutions nationales/sous-nationales qui élaborent, gèrent et mettent en œuvre les politiques et programmes de protection sociale, avec une attention particulière pour les quatre piliers suivants : protection sociale sensible à la nutrition, protection sociale réactive aux chocs, protection sociale avec adaptation au changement climatique et renforcement des systèmes de protection sociale. Cette perspective inclut aussi le rôle de défenseur et générateur de preuves visant à informer les prises de décisions et la mise en œuvre des politiques.

Même s'il soutient principalement l'ODD 2 et l'ODD 17 conformément au plan stratégique de l'organisme, le travail du PAM en matière de protection sociale dans la région ALC vise aussi à contribuer aux ODD 1, 2, 3, 4, 5 et 10, parmi d'autres.<sup>6</sup>

Voici la portée géographique de cette approche à trois niveaux d'action:

- Au niveau national : en particulier les 12 pays où le PAM est présent, ainsi que la sous-région des Caraïbes où le PAM soutient la préparation et la réponse aux situations d'urgence<sup>7</sup>. Cela n'exclut pas le soutien aux pays où le PAM n'est pas présent lorsque ceux-ci en font la demande. Le travail de protection sociale au niveau national est dirigé et géré par les bureaux de pays du PAM et s'inscrit dans le cadre des plans stratégiques par pays.
- Au niveau régional : pour l'ensemble de la zone Amérique latine et Caraïbes, notamment en organisant et en facilitant les échanges d'expériences entre pays et la coopération Sud-Sud sur les thèmes mis en évidence dans cette vision stratégique. Le travail régional est dirigé par le Bureau régional du PAM basé au Panama.
- Au niveau international : en influençant depuis la région ALC des discussions plus larges sur le rôle

du PAM dans la protection sociale, en informant les politiques et les outils des institutions, en produisant des données probantes qui sont utilisées au-delà de la région, et en s'engageant auprès de la communauté de pratique mondiale et des partenaires internationaux sur ces sujets. Le Bureau régional du PAM assure la liaison avec le siège du PAM sur tous les aspects pertinents au niveau mondial.

Dans certains cas, le PAM peut être invité à assumer un rôle de prestation directe au nom des institutions de protection sociale (par exemple, le programme national de repas scolaires au Honduras ou le volet nutrition du programme Progresando con Solidaridad en République dominicaine).

Tout type de soutien à la protection sociale est déterminé par la demande, adapté au contexte et axé sur le partenariat. Il complète les efforts existants des autres parties prenantes sur la base des avantages comparatifs et de l'expertise du PAM. Ce soutien s'inscrit toujours dans le cadre d'une stratégie globale du PAM en vue de contribuer à l'objectif national « Faim Zéro », comme le prévoient les plans stratégiques par pays.

Le PAM applique les normes les plus élevées quant à la qualité des programmes et estime que les instruments de protection sociale, en particulier les filets de sécurité, doivent être conçus et mis en œuvre en vue de maximiser leur efficacité dans toute la mesure du possible.

Bien que cela ne constitue pas un pilier distinct de cette stratégie, le PAM a également un rôle important à jouer dans la protection sociale sensible au VIH. Dans le cadre de la nouvelle répartition des tâches décidée par l'ONUSIDA, le PAM et l'Organisation internationale du travail (OIT) ont été désignés comme coresponsables de l'élargissement de la protection sociale en lien avec le VIH. Ces dernières années, la protection sociale sensible au VIH a fait l'objet d'une attention et d'un soutien politique plus importants que jamais. La protection sociale est reconnue comme un outil essentiel de la lutte contre le sida, offrant la possibilité d'aider un plus grand nombre de personnes, en particulier celles qui sont laissées pour compte par les services actuels de prévention, de traitement, de soins et de soutien en matière de VIH. Le

<sup>6</sup> Voir [cette page](#) pour la liste complète des Objectifs et Cibles de Développement Durable

<sup>7</sup> Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Cuba, République dominicaine, Haïti et Barbade, ainsi que tous les pays membres de l'Agence Caribéenne de Gestion d'Urgence des Catastrophes (CEMA), soutenue par le bureau du PAM à la Barbade

renforcement des systèmes nationaux de protection sociale et de l'enfance, garantissant que 75 % des personnes vivant avec le VIH comme celles étant menacées ou affectées par le VIH bénéficient d'une protection sociale adaptée d'ici 2020, est un objectif clé de la Déclaration politique sur le VIH/sida de 2016, de la Stratégie de l'ONUSIDA 2016-2021 et de l'engagement de l'ONUSIDA à mettre fin au sida d'ici 2030<sup>8</sup>.

Les sections ci-dessous donnent un bref aperçu des quatre piliers de travail privilégiés par le PAM, sous forme de fiche de référence rapide pour chaque pilier. Il est important de mentionner que ces piliers font référence à différents objectifs que la protection sociale pourrait aider à atteindre (nutrition, réaction aux chocs, adaptation au changement climatique et renforcement des systèmes) dans le but d'éliminer la faim et la malnutrition dans le monde. Par conséquent, ces domaines de travail ne correspondent pas à différents programmes de protection sociale, mais visent plutôt à orienter le travail intégré du PAM sur la protection sociale.

Pour chacun des quatre piliers ci-dessous, le document indique brièvement le contexte

du sujet, de la vision, de la situation et des priorités définies pour l'action du PAM. La figure ci-dessous présente un large éventail de points de départ et de phases d'assistance technique pour tous les piliers thématiques mentionnés. Ces indications ne se veulent pas normatives, mais illustrent plutôt la nature non linéaire du processus d'assistance technique pour la protection sociale, qui doit être adapté aux contextes et aux besoins spécifiques.

Le Bureau régional du Panam du PAM est en train de développer une série d'outils dédiés à l'assistance technique aux pays. La coopération Sud-Sud et triangulaire peut être un outil pertinent tout au long des phases du processus d'assistance technique, tel que décrit dans la publication du PAM de 2019 « Step-by step approach: Providing technical assistance to host government in Latin America on social protection and safety nets by facilitating South-South cooperation » (Approche étape par étape du PAM : fournir une assistance technique aux gouvernements des pays hôtes de la région d'Amérique latine en matière de protection sociale et filets de sécurité en facilitant la coopération Sud-Sud).

### Phases et points de départ pour l'assistance technique du PAM aux gouvernements en matière de protection sociale

(processus non linéaire)

Défense des droits	Défense fondée sur des données probantes auprès des gouvernements pour qu'ils donnent la priorité à la protection sociale et investissent dans ce domaine
Champ d'application	Évaluer les besoins et les points de départ du renforcement des principaux aspects du système national de protection sociale (par exemple, les systèmes de ciblage et d'informations, les mécanismes de prestation, la coordination, le financement)
Développement d'une feuille de route	Le gouvernement identifie et convient des points de départ et des options de renforcement des programmes de protection sociale afin d'obtenir des résultats pour la population ciblée
Procédures opérationnelles standard (POS)/Mise en œuvre de programme	Mise en œuvre du programme ; suivi et évaluation. Mise en place des POS dans le cadre de la préparation aux situations d'urgence (principalement pour la protection sociale réactive aux chocs)

Source : atelier PAM-OPM, Panama City, février 2019

8 Consultez [le document](#) pour plus d'informations



# Protection Sociale d'un Point de Vue lié à la Nutrition



# Pilier 1: Protection sociale d'un point de vue lié à la nutrition

## CONTEXTE

La région Amérique latine et Caraïbes connaît une transition démographique, épidémiologique et nutritionnelle, soit un triple processus qui induit de profonds changements dans les modèles alimentaires et d'activité physique. Cela se traduit par une forte augmentation de l'obésité et du surpoids dans tous les pays, avec des niveaux de sous-alimentation toujours élevés dans certains pays. Ce double fardeau de la malnutrition coûte à des pays tels que le Chili, le Mexique et l'Équateur entre 0,2 et 4,3 % de leur PIB<sup>9</sup>. Dans le cas du Salvador, les coûts du double fardeau de la malnutrition en 2017 ont été estimés à 10,3 % du PIB<sup>10</sup>. Fournir l'accès à une alimentation adéquate, nutritive et sûre aux personnes qui en ont besoin est une priorité absolue dans la région ALC. Les systèmes nationaux de protection sociale constituent une plateforme idéale pour obtenir des résultats en matière de nutrition à cette échelle.

Lorsqu'elle est bien conçue, la protection sociale peut s'avérer très efficace pour fournir de l'aide aux familles et aux personnes à risque ou touchées par la malnutrition, en s'attaquant aux facteurs déterminants sous-jacents de la malnutrition et de l'insécurité alimentaire tout au long du cycle de vie (voir la figure 1 à la page suivante).

La figure indique les voies par lesquelles les populations vulnérables sur le plan nutritionnel peuvent être ciblées par des programmes de protection sociale. Les effets des programmes sur des facteurs tels que les revenus, les prix et les comportements des ménages modifient le degré avec lequel les familles choisissent d'investir dans la santé et la manière dont elles le font. D'autres valeurs et normes sociales influenceront cette prise de décision, tout comme l'utilisation de technologies et

### D'après le Plan stratégique du PAM pour 2017-2021 :

«Le PAM utilisera l'ensemble de son assistance et de ses activités pour s'efforcer d'améliorer les résultats dans le domaine de la nutrition, en développant les approches attentives aux questions nutritionnelles et en travaillant avec des partenaires à la faveur d'approches complémentaires et multisectorielles – portant notamment sur la consolidation des systèmes de protection sociale, le renforcement de la résilience, l'amélioration de la santé et de l'éducation, l'accroissement de la productivité des petits exploitants, la réduction des pertes après récolte et la fourniture de services d'assainissement et d'hygiène. Fort de sa grande expérience dans le domaine de l'appui à différents régimes de protection sociale tout autour du monde, le PAM s'emploiera à renforcer les capacités des gouvernements à mettre en place les mesures de protection sociale nécessaires pour préserver l'accès de chacun à une alimentation adéquate, nutritive et saine.»

### D'après la Politique nutritionnelle du PAM pour 2017-2021 :

Pour aider les gouvernements nationaux, le PAM identifiera des plateformes permettant de maximiser la portée des interventions nutritionnelles et de réduire les coûts de leur extension. Par exemple, les programmes nationaux de protection sociale, qui sont mis en œuvre à grande échelle et ciblent les personnes les plus vulnérables, représentent une opportunité importante pour la mise en œuvre de programmes tenant compte de la nutrition. Ces plateformes peuvent contribuer à lutter contre les causes sous-jacentes de la malnutrition en : i) réduisant la vulnérabilité ; ii) protégeant les revenus, les cultures et les biens ; iii) garantissant la satisfaction des besoins fondamentaux ; iv) assurant l'accès à des régimes alimentaires nutritifs ; v) améliorant l'environnement alimentaire sur les marchés locaux ; et vi) donnant accès aux services de santé, à l'eau potable et à l'assainissement.

de services qui promeuvent la santé et les compétences des ménages.

Les programmes de protection sociale peuvent être des outils efficaces pour favoriser l'accès des personnes à la nourriture par le biais de transferts en nature ou en espèces, qui entraînent une amélioration de la consommation, tant en termes de qualité que de quantité<sup>11</sup>. Par exemple, les programmes

9 Consultez [ici](#) la publication « The cost of the double burden of Malnutrition -Social and Economic Impact » (2017).

10 Consultez [ici](#) la publication « The cost of the double burden of Malnutrition – Social and Economic Impact – El Salvador » (2019)

11 À court terme, cependant, les programmes de transfert peuvent exacerber la suralimentation alors que leur but est de réduire la sous-alimentation. Par exemple, Fernald, Gertler et Hou (2009) ont constaté que les opportunités de CCT au Mexique entraînaient une augmentation de l'IMC ainsi qu'une pression artérielle plus élevée. Forde et al. (2012) ont identifié un risque similaire pour l'IMC dans le programme de transfert de la Colombie. La seule étude ayant évalué si le transfert en nature avait un impact différent sur l'obésité que le transfert en espèces - dans ce cas, une étude sur les femmes du même programme mexicain menée par Cunha, Giorgi et Jayachandran (2011) - a révélé que les deux

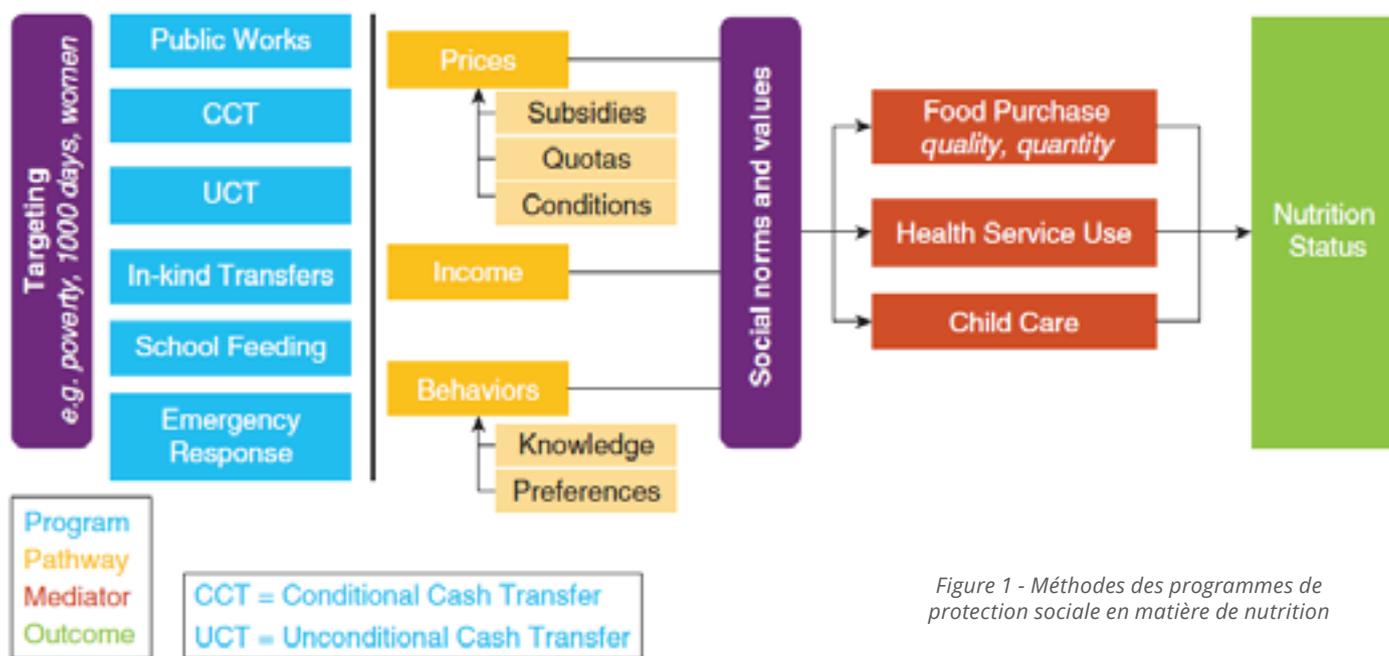


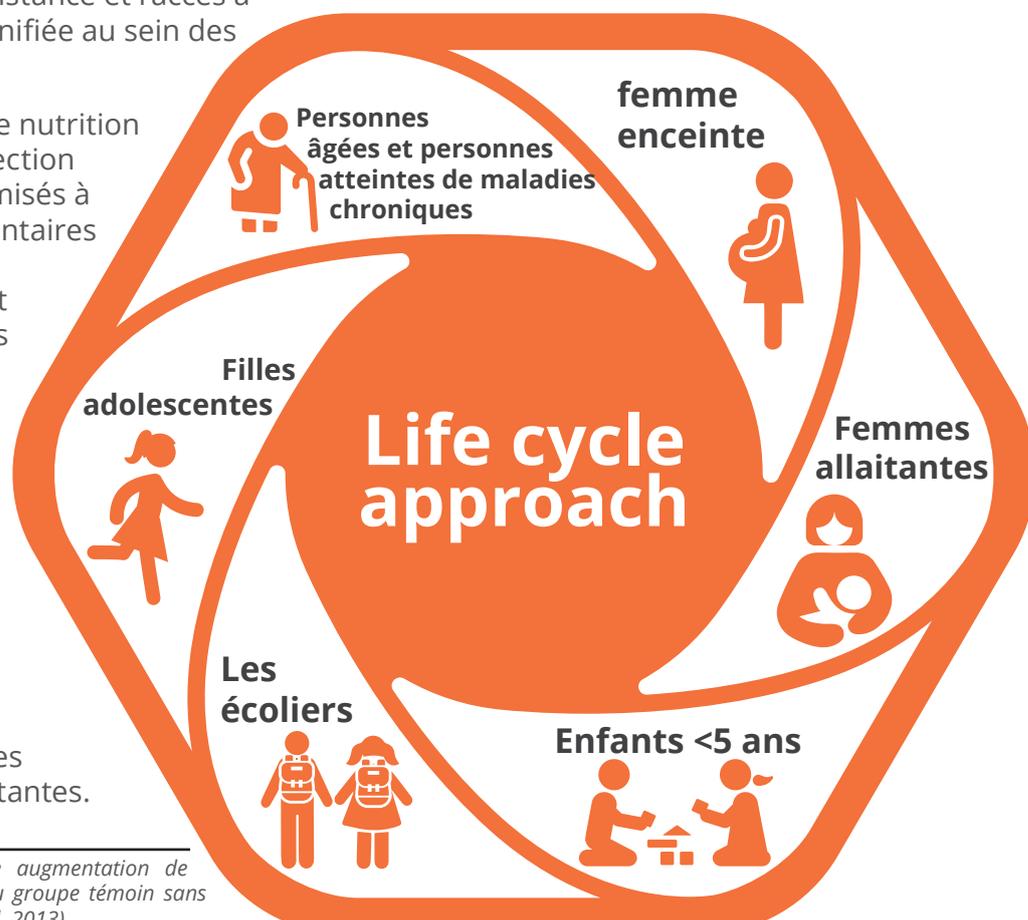
Figure 1 - Méthodes des programmes de protection sociale en matière de nutrition

Source: Harold Alderman and SecureNutrition.

d'alimentation scolaire locaux augmentent l'accès à des aliments de qualité pour les élèves, libèrent des ressources qui peuvent améliorer la sécurité alimentaire de leurs familles, mais offrent aussi aux petits exploitants agricoles des opportunités de subsistance et l'accès à des marchés de façon planifiée au sein des mêmes communautés.

Les résultats en termes de nutrition des programmes de protection sociale peuvent être optimisés à l'aide d'actions complémentaires spécifiques en termes de nutrition. Celles-ci doivent être adaptées aux besoins alimentaires des groupes vulnérables, telles que la fourniture (en nature ou par le marché) d'aliments nutritifs spécialisés, de fortifiants à domicile, de suppléments en micronutriments pour les enfants de moins de cinq ans, ou d'autres groupes vulnérables tels que les adolescentes ou les femmes enceintes et allaitantes.

La Communication pour le changement social et comportemental (CCSC) influence les comportements et les normes sociales qui déterminent la demande et la consommation d'aliments et de services sûrs et nutritifs.



formes d'aide entraînaient une augmentation de la prise de poids par rapport au groupe témoin sans différence significative (Leroy et al. 2013).

Elle aide à gérer la malnutrition des enfants en augmentant le nombre d'aiguillages, en réduisant la stigmatisation, en améliorant les taux de défaiillance, en diminuant le risque de rechute et en élargissant la couverture. Elle contribue aussi à garantir l'utilisation appropriée d'aliments nutritifs spécialisés et favorise la mobilisation sociale/communautaire pour la prise en main des programmes (par exemple, les repas scolaires locaux), ainsi que la création d'espaces propices aux changements de comportements au niveau individuel. Par exemple, le Pérou a réformé son programme Juntos CCT pour mettre l'accent sur la formation et la prestation de services, en particulier pour les enfants de moins de 36 mois. Les résultats récents de ce programme indiquent une amélioration significative de la taille des garçons inscrits au programme (Andersen et al. 2015). Les liens avec d'autres services et, dans une certaine mesure, les coresponsabilités peuvent renforcer l'utilisation de services de base tels que les soins aux enfants, la santé et l'assainissement. Ces derniers, de même que l'amélioration de la sécurité alimentaire, sont essentiels pour s'attaquer de manière globale aux causes immédiates et sous-jacentes de la malnutrition. Il est essentiel de garantir la qualité et la disponibilité de ces services (approvisionnement), en particulier dans les contextes fragiles.

### VISION

- Les systèmes et programmes de protection sociale dans la région ALC maximisent leur contribution aux résultats nutritionnels en fournissant aux ménages et aux individus l'accès à des aliments nutritifs, tout en s'attaquant aux causes sous-jacentes du double fardeau de la malnutrition et en intégrant des objectifs.
- Les programmes de protection sociale intègrent une approche fondée sur le cycle de vie, afin de mieux répondre aux besoins nutritionnels spécifiques des différents groupes d'âge vulnérables au sein d'un ménage.
- Le PAM aide de plus en plus les gouvernements à intégrer des approches tenant compte de la nutrition et du VIH dans leurs programmes de protection sociale. Il continue à produire des données probantes de haute qualité pour appuyer la prise de décisions et les activités de sensibilisation (par exemple, le coût du double fardeau de la malnutrition, l'analyse Combler l'écart nutritif, l'impact et les évaluations des programmes).
- Les programmes de protection sociale phares, tels que les transferts monétaires conditionnels, sont utilisés par les gouvernements pour d'autres interventions propres à la nutrition, comme l'amélioration de l'accès à des aliments nutritifs spécialisés. Afin de contribuer à l'amélioration des résultats nutritionnels, le niveau des transferts en espèces doit être adéquat (par exemple, par rapport aux coûts du panier alimentaire ou à la contribution aux dépenses de consommation mensuelle des ménages). De plus, les transferts doivent être planifiés, réguliers et effectués au fil du temps.
- La coordination est renforcée entre la protection sociale et d'autres secteurs critiques pour la nutrition, tels que la santé, l'éducation, l'agriculture et le système alimentaire.
- Les stratégies de Communication pour le changement social et comportemental (CCSC) sont systématiquement intégrées dans les programmes de protection sociale.
- Les programmes nationaux de repas scolaires dans la région constituent une plateforme intégrée pour améliorer la nutrition et la santé, grâce à des menus scolaires diversifiés et culturellement acceptables. Ils sont issus de la petite agriculture locale et deviennent une référence mondiale pour les approches évolutives sensibles à la nutrition.
- Des politiques d'enrichissement des aliments sont adoptées et mises en œuvre par les gouvernements, notamment par le biais des systèmes nationaux de protection sociale.
- Des objectifs et indicateurs explicites en matière de nutrition et de sécurité alimentaire sont intégrés dans le système de suivi et d'évaluation des programmes nationaux de protection sociale et des activités du PAM.
- Les programmes de protection sociale de la région sont véritablement porteurs de changements favorables du point de vue des inégalités de genre. Ils tiennent compte des principaux facteurs de médiation qui détermineront l'ampleur des améliorations nutritionnelles pour les femmes, les enfants, les hommes et les garçons.

### STATUS

Le PAM travaille avec les gouvernements pour lutter contre la malnutrition depuis de nombreuses années. Il a progressivement modifié son approche, passant d'une mise en œuvre directe à un rôle de facilitateur, apportant ainsi son soutien aux politiques et programmes nationaux liés à la santé et à la nutrition, ainsi qu'à la protection sociale. L'expertise du PAM en matière d'intégration des approches sensibles à la nutrition dans les programmes nationaux intéresse de plus



Fotografía: Mariana Gonzalez

en plus les gouvernements, sachant que les connaissances qu'il peut partager sont déjà nombreuses.

Parmi les exemples qui se distinguent, nous pouvons citer la République dominicaine, où le gouvernement a confié au PAM, avec des ressources et des partenaires nationaux, la conception et la mise en œuvre du volet nutritionnel du programme Progresando con Solidaridad. Citons aussi l'Équateur, où à la demande du gouvernement, le PAM a réalisé l'analyse Comblar l'écart nutritif<sup>12</sup> pour éclairer les éventuelles adaptations des programmes nationaux de protection sociale inclus dans l'initiative « Misión Ternura » et renforcer leur contribution à la nutrition. Citons également le Salvador et le Pérou, où la protection sociale du point de vue de la nutrition est au cœur des plans stratégiques nationaux du PAM. Et enfin, le Honduras, où le PAM est le principal partenaire gouvernemental dans la mise en œuvre des programmes nationaux de repas scolaires, renforçant ainsi la protection sociale liée à la nutrition. Le PAM met également fortement l'accent sur la nutrition dans le domaine de la protection sociale à Cuba, en

Colombie, en Haïti, au Guatemala, en Bolivie et au Nicaragua. L'étude sur le coût du double fardeau de la malnutrition au Chili, au Mexique, en Équateur, au Salvador, au Guatemala et en République dominicaine a généré des données régionales probantes sur l'impact économique et social de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition sur les individus, les familles, les communautés et les pays. Ces observations seront utilisées pour plaider en faveur d'une augmentation des investissements.

En outre, le PAM met en œuvre et soutient les gouvernements dans la conception, l'expérimentation et l'intensification des modèles réussis de repas scolaires locaux, notamment au Honduras, au Nicaragua et au Guatemala en Amérique centrale, ainsi qu'en Haïti et à Cuba dans les Caraïbes, et en Colombie, en Équateur, en Bolivie et au Pérou en Amérique du Sud. En associant la protection sociale aux secteurs « productifs » et « sociaux », il est possible de développer une approche plus holistique ayant un impact plus important sur la pauvreté, la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition.

<sup>12</sup> Consultez [cette page](#) pour obtenir des informations contextuelles sur l'analyse Comblar l'écart nutritif, y compris [une publication](#) révisée par des pairs sur la nutrition des enfants et des mères revenant sur le concept, la méthodologie et plusieurs rapports d'analyse nationaux.

Ce pilier est au cœur du mandat du PAM. Bien qu'il soit transversal aux trois autres piliers, il nécessite une attention et des ressources spécifiques. Au niveau régional, le PAM dispose actuellement de solides capacités internes pour soutenir les pays dans ce champ de travail. Il a déjà mené un certain nombre d'initiatives régionales réussies: formations sur la CCSC et les programmes sensibles à la nutrition, publications régionales sur le coût du double fardeau de la malnutrition<sup>13</sup>, programmes de repas scolaires sensibles à la nutrition<sup>14</sup> et enrichissement du riz<sup>15</sup>; événements de haut niveau comme des séminaires régionaux axés sur ce sujet, l'organisation d'initiatives d'apprentissage dans le cadre de la coopération Sud-Sud et triangulaire, entre autres. Ces rôles de générateur de preuves, de fédérateur, de défenseur et de moteur du partage de connaissances resteront une partie essentielle de l'engagement du PAM dans ce domaine.

### PRIORITÉS

- 1) Investir dans la production de preuves concernant les obstacles psychosociaux (normes liées au genre, xénophobie, habitudes alimentaires et de consommation) pour fournir une protection sociale en lien avec la nutrition. Investir dans la communication pour s'attaquer à ces obstacles.
- 2) Fournir aux gouvernements une assistance technique haut de gamme fondée sur des données probantes dans les approches axées sur la nutrition.

Se concentrer en particulier sur les programmes de transfert monétaire, les programmes de travaux publics et les repas scolaires, pour commencer. Mettre en lien le projet régional d'enrichissement du riz avec les systèmes et programmes de protection sociale.

- 3) Maintenir et renforcer les partenariats avec l'UNICEF, l'OMS, la FAO, l'ONUSIDA, l'OIT, la CEPALC, l'IFPRI, l'Institut national de santé publique du Mexique (INSP), l'Institut de nutrition d'Amérique centrale et du Panama (INCAP) et DSM, entre autres partenaires des Nations unies, du secteur privé et de la recherche.
- 4) Aider les pays et les communautés à mieux traiter et prévenir le double fardeau de la malnutrition grâce à des programmes de protection sociale tels que les programmes d'alimentation scolaire.
- 5) Continuer à soutenir les modèles de repas scolaires locaux, notamment l'accès des petits exploitants agricoles aux marchés. Intensifier l'engagement et les efforts du PAM en faveur de l'inclusion des plus pauvres à des fins productives.
- 6) Aider les pays à identifier et à combler les lacunes empêchant les personnes vivant avec le VIH d'accéder aux régimes de protection sociale. Travailler en collaboration avec l'OIT dans le domaine de la protection sociale sensible au VIH, puisqu'il concerne la nutrition et les autres piliers de cette stratégie.
- 7) Continuer à investir dans la production de preuves et la défense des droits au plus haut niveau. Stimuler l'apprentissage et le partage Sud-Sud quant à la protection sociale sensible à la nutrition.

<sup>13</sup> Consultez [ici](#) les publications sur le Coût du Double Fardeau de la Malnutrition.

<sup>14</sup> Consultez [ici](#) la publication « Cantines scolaires intelligentes - Programmes nationaux de nutrition en Amérique latine et dans les Caraïbes. Une étude sur 16 pays. » (2017).

<sup>15</sup> Consultez [ici](#) la publication du PAM et de *Sight and Life* « Scaling up rice fortification in Latin America and the Caribbean » (Enrichissement du riz en Amérique Latine et dans les Caraïbes), 2018.



# Protection Sociale Réactive Aux Chocs



# Pilier 2: Protection sociale réactive aux chocs

## What is Shock-Responsive Social Protection?

The use of national social protection programmes and administrative capacity to provide assistance to the population affected by a crisis.

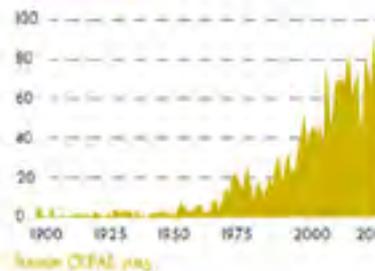


Source : fiche d'informations du PAM et de l'OPM sur la protection sociale réactive aux chocs dans la région ALC (2017)<sup>16</sup>

## Why is it relevant for Latin America and the Caribbean (LAC)?

1 The LAC region is increasingly exposed to disasters.

Chart 1 Disasters in LAC



2 Social protection systems in the region are relatively advanced and with significant coverage, reaching especially the population in poverty and vulnerability.

3 Social protection's administrative systems have the potential for a quick, efficient and effective response. Using the existing institutional architecture avoids the set-up of a parallel delivery mechanism to support humanitarian response.

4 It strengthens the coordination between national actors for a longer term benefit.

**SOME COUNTRIES IN THE REGION ARE ALREADY DOING THIS SUCCESSFULLY!**

## What are the main challenges?

Social protection systems have been developed for objectives different from response to shocks, and therefore they require design tweaks.

The target populations of existing social protection programmes not always coincide with the households affected by a shock, and also programmes have specific operational rules and processes.

Institutional coordination can be very complex, and there may be financial challenges as well.

16 Visionnez également [cette vidéo](#) du PAM et de l'OPM.

## ACTIONS CLÉS EN MATIÈRE DE PROTECTION SOCIALE PENDANT LE CYCLE DE CHOC



Source: Beazley R., Solórzano A. et Barca V. (2019). Étude sur la protection sociale sensible aux chocs en Amérique latine et dans les Caraïbes : résumé des principales constatations et recommandations. OPM en collaboration avec le PAM.

## CADRE CONCEPTUEL DE LA PROTECTION SOCIALE RÉACTIVE AUX CHOCS

Notre cadre théorique oriente l'évaluation de la préparation et de la réactivité des systèmes de protection sociale aux chocs covariants qui représentent des menaces pour le bien-être, la santé, la sécurité alimentaire, la nutrition et la sécurité de la population.

### ÉTAT DE PRÉPARATION DU SYSTÈME



#### Réactivité du système

Lorsque les responsables politiques envisagent d'utiliser un système de protection sociale pour répondre à des besoins urgents, ils peuvent employer un certain nombre de stratégies pour augmenter le niveau global de l'aide fournie aux personnes vulnérables :

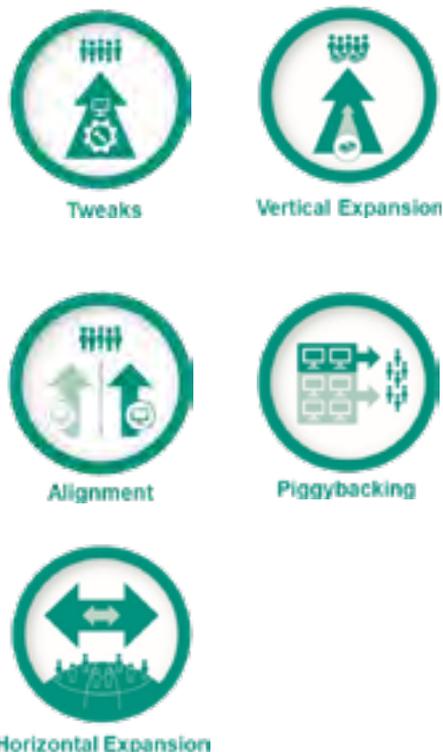
**Expansion verticale:** augmentation de la valeur des prestations ou de la durée d'un programme ou système existant ;

**Expansion horizontale:** ajout temporaire de nouveaux ménages bénéficiaires ;

**Rebondissement:** utilisation de parties d'un programme ou système existant, en proposant une réponse à la crise distincte ;

**Alignement:** développement d'un système humanitaire parallèle qui s'aligne au mieux avec le programme national de protection sociale actuel ou futur

**Ajustements de la conception:** apport d'ajustements à la conception du programme de base.



## VISION

- La protection sociale réactive aux chocs peut potentiellement fournir une réponse plus rapide, plus rentable et plus efficace face à une situation d'urgence.
- Un certain nombre d'interventions de protection sociale ont un rôle important à jouer pour atténuer les effets des chocs ou des contraintes saisonnières liés à l'insécurité alimentaire des ménages en lissant la consommation et les revenus. Mettre en lien les actions préventives et les mécanismes de surveillance avec le système de protection sociale peut contribuer à soutenir la réponse aux situations d'urgence récurrentes, telles que les sécheresses.
- Les systèmes et programmes nationaux de protection sociale dans la zone ALC sont mieux préparés. Ils sont de plus en plus utilisés par les répondants nationaux en temps de crise, pour aider efficacement et rapidement les populations touchées, cherchant à les relier à des programmes à plus long terme dès que cela est possible.
- Les systèmes de protection sociale sont renforcés par cette approche et sont plus à même d'atteindre leurs objectifs habituels, notamment le renforcement de la résilience des populations vulnérables.
- Le PAM est un catalyseur de partenariats, un générateur de données probantes et un facilitateur d'échanges Sud-Sud sur la protection sociale réactive aux chocs. Il fournit une assistance technique de haute qualité et renforce les capacités nationales et infranationales. Enfin, il complète la réponse des gouvernements au moyen de la protection sociale lorsque celle-ci est demandée et nécessaire.
- Mettre l'accent sur la sécurité alimentaire chronique et saisonnière, et pas seulement sur les chocs, en assurant un apport alimentaire adéquat adapté aux différents besoins individuels par l'intégration d'actions spécifiques et sensibles à la nutrition dans les mécanismes de réponse aux crises.

## STATUS

Il s'agit du pilier le plus avancé du travail de protection sociale du PAM dans la région, étant donné qu'il est prioritaire depuis 2015. Dans une certaine mesure, l'engagement proactif du PAM à cet égard dans la région fait office de référence au niveau mondial et de modèle à suivre en matière de protection sociale réactive aux chocs. Jusqu'à présent, le PAM a fait

avancer ce programme sur la base d'une triple approche:

- 1) Générer des preuves pour éclairer les pratiques: par le biais d'une étude régionale phare sur la protection sociale réactive aux chocs menée avec Oxford Policy Management (OPM), avec un large examen des expériences régionales et sept études de cas nationales (Équateur, El Salvador, Guatemala, Dominique, République dominicaine, Haïti, Pérou)<sup>17</sup>, ainsi qu'une étude spécifique sur les Caraïbes, comprenant une analyse de la documentation et quatre études de cas nationales (Belize, Guyana, Jamaïque et Sainte-Lucie).
- 2) Favoriser le dialogue interinstitutionnel au niveau national et le partage entre les pays : par le biais d'un séminaire régional de haut niveau réunissant 20 pays, organisé à Lima en octobre 2017 sous la direction du PAM et du gouvernement du Pérou; d'un forum pour la région ALC co-organisé avec la Banque mondiale et le gouvernement du Pérou sur le renforcement de la protection sociale pour la résilience aux catastrophes en avril 2019 ; du symposium régional sur la protection sociale réactive aux chocs dans les Caraïbes organisé avec l'Agence caribéenne de gestion d'urgence des catastrophes (CDEMA) et le gouvernement des îles Turques-et-Caïques en juin 2019 ; de séminaires nationaux de suivi sur le sujet en Équateur (février 2018), en République dominicaine (avril 2018) et à la Dominique (mai 2018) ; et de plusieurs initiatives de coopération Sud-Sud et triangulaire en matière de protection sociale réactive aux chocs, telles que l'échange de connaissances entre le Pérou et le Salvador.
- 3) Joindre le geste à la parole : concrétiser le concept par le biais des actions de préparation et de réponse aux situations d'urgence et des activités d'assistance technique du PAM, sur la base des enseignements tirés et des preuves fournies par nos études. Par exemple, à la suite du tremblement de terre de 2016 en Équateur, le gouvernement a soutenu les victimes à l'aide de différentes stratégies du système de protection sociale, y compris l'expansion verticale et horizontale des programmes nationaux de transfert monétaire, avec le soutien technique et financier du PAM, et en s'appuyant sur la capacité administrative et l'infrastructure du Ministerio de Inclusión Económica y Social (MIES).

En conséquence, plusieurs pays de la région ALC ont commencé à investir dans la préparation de leurs systèmes de protection sociale pour répondre aux chocs. Pour donner un exemple connu, citons la façon dont un processus de dialogue national au Pérou a conduit à une résolution ministérielle reconnaissant

<sup>17</sup> Suivez [ici](#) le lien vers tous les produits de l'Étude Régionale avec l'OPM

l'importance de la protection sociale réactive aux chocs, ainsi qu'à un décret reconnaissant un rôle de réponse immédiate au ministère du développement et de l'inclusion sociale (MIDIS). En réponse à la sécheresse de 2018 au Salvador, le gouvernement, avec le soutien du PAM, a développé un modèle de réponse où la protection sociale combine trois stratégies différentes, y compris l'expansion verticale et horizontale des programmes de transfert monétaire. En Dominique, en 2017, le PAM et l'UNICEF se sont associés au gouvernement pour fournir des transferts monétaires aux personnes les plus touchées par l'ouragan Maria, par le biais du système national de protection sociale. En outre, l'étude sur le retour sur investissement pour la Dominique a entraîné une analyse coût-efficacité des investissements dans la protection sociale réactive aux chocs. La saison des ouragans dévastateurs de 2017 dans les Caraïbes a incité le PAM à ouvrir un bureau à la Barbade en 2018 pour aider l'Agence caribéenne de gestion d'urgence des catastrophes (CDEMA) à renforcer les capacités de préparation du gouvernement et à mettre en place des mécanismes de protection sociale adaptés et réactifs aux chocs.

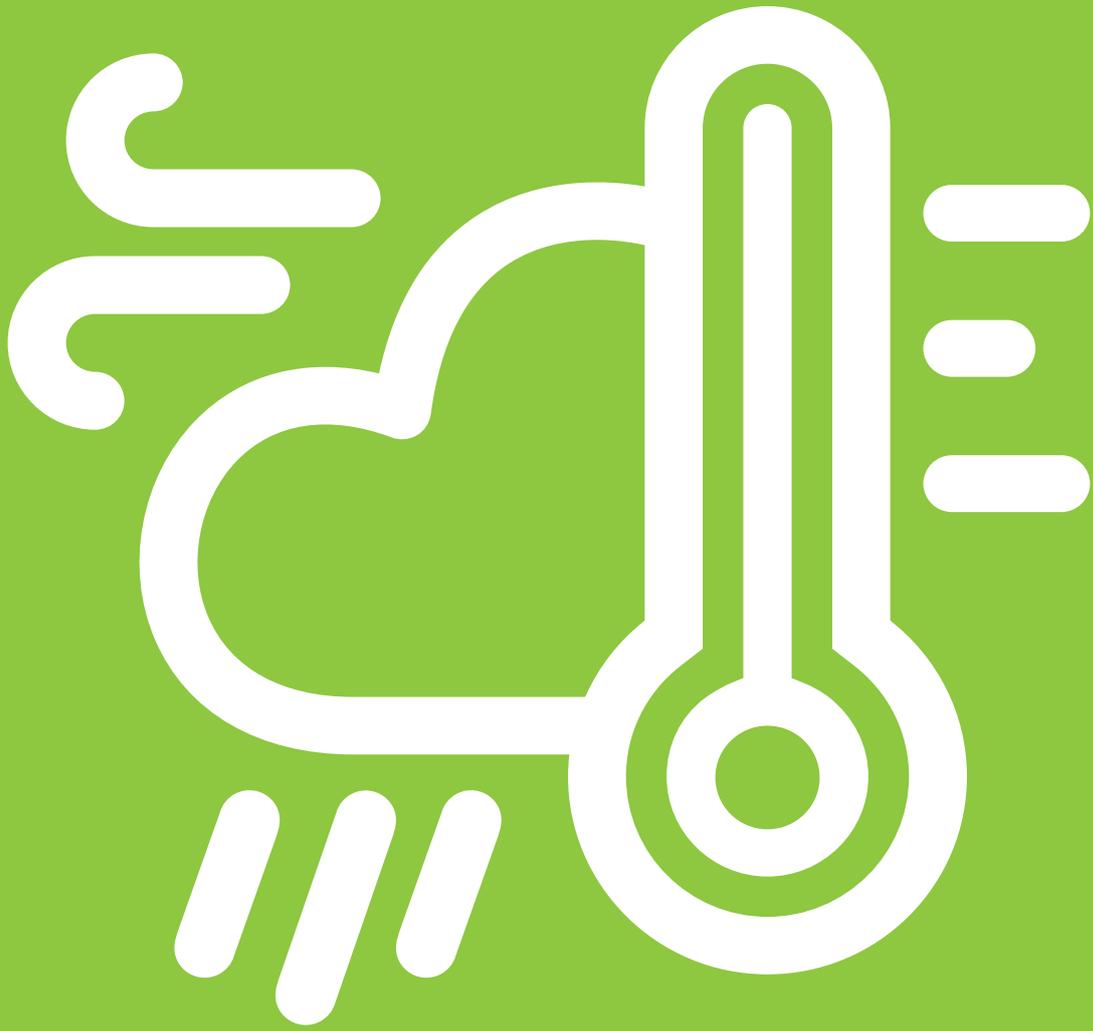
### PRIORITÉS

- Investir dans la préparation du système national et renforcer les capacités du gouvernement, en particulier en ce qui concerne : la fourniture régulière de programmes de protection sociale, les évaluations de la vulnérabilité, les systèmes de ciblage des données, les mécanismes de prestation, les systèmes d'informations et les mécanismes de coordination et de financement.
- Élaborer des outils et des guides, bien adaptés au contexte régional, pour mettre en œuvre une protection sociale réactive aux chocs au niveau national. Rechercher des complémentarités avec

les travaux à plus long terme sur l'adaptation et la résilience au changement climatique.

- Soutenir le développement et le suivi de feuilles de route nationales pour une protection sociale réactive aux chocs.
- Documenter les expériences et soutenir le suivi, l'évaluation et l'apprentissage quant à la réponse aux chocs par le biais de la protection sociale. Intégrer des indicateurs sur la nutrition et la sécurité alimentaire même si les programmes de protection sociale ont des objectifs de sécurité alimentaire moins directs.
- Continuer à encourager la coopération Sud-Sud et triangulaire, les échanges entre pays et la sensibilisation au plus haut niveau, dans le cadre d'un système intégré d'assistance technique adaptée aux pays.
- Conserver les partenariats et favoriser une coordination et un financement accrus avec des acteurs clés tels que la Banque mondiale, l'UNICEF, le PNUD, le HCR, la CEPALC, etc. Contribuer à renforcer le lien entre l'aide humanitaire et le développement, et à combler le fossé entre la préparation, l'intervention et le relèvement.
- Assurer l'adhésion permanente de la direction du PAM, le soutien aux entreprises, les capacités du personnel et les ressources pour maintenir le niveau d'investissement dans la protection sociale réactive aux chocs dans la région ALC.
- Explorer et soutenir les différents flux de financement que les bureaux de pays du PAM peuvent exploiter en matière de protection sociale réactive aux chocs, tels que les fonds communs de l'ONU, les banques de développement mondiales et régionales, entre autres.
- Explorer les moyens d'adapter les approches et de mieux exploiter les plateformes de protection sociale pour répondre à la crise migratoire régionale actuelle, en soutien aux demandes d'assistance technique des gouvernements. Promouvoir des actions de sensibilisation fondées sur des données probantes dans ce domaine, comme l'organisation d'événements régionaux, les initiatives de coopération Sud-Sud, etc.





# Protection Sociale et Changement Climatique



## Pilier 3: Protection sociale et changement climatique

### CONTEXTE

L'impact du changement climatique dans la région ALC sera considérable, en raison de la dépendance économique de la région vis-à-vis de l'agriculture et de la faible capacité d'adaptation de sa population. Cela est dû aux multiples risques climatiques auxquels la région est confrontée, tels que l'élévation du niveau de la mer, la fonte des glaciers, les conditions climatiques extrêmes et les maladies qui en découlent, combinés aux tendances récentes, notamment la croissance démographique et l'urbanisation, qui augmentent la vulnérabilité de la région. En outre, le changement climatique devrait avoir un impact sur les rendements des cultures et les économies locales, tout en compromettant la sécurité alimentaire (ECLAC 2016). Les phénomènes météorologiques violents, comme les tempêtes et les ouragans en Amérique centrale et dans les Caraïbes, devraient également devenir plus fréquents (au cours de la décennie 2000-2009, il y a eu 39 ouragans dans le bassin Amérique centrale-Caraïbes, contre 15 dans les années 80 et seulement 9 dans les années 90).

La protection sociale dans le contexte du changement climatique doit être soigneusement conçue pour s'adapter à long terme, et pas seulement par rapport au scénario climatique actuel, en tenant compte de l'évolution des modèles et des nouveaux sites sensibles vulnérables en raison du changement climatique.

Compte tenu de la spécificité de l'incertitude liée au changement climatique, nous partons de l'idée que la protection sociale représente une forme clé d'investissement « sans regret », qui assume le rôle de soutien à la réduction de la pauvreté, tout en s'attaquant à la vulnérabilité liée au changement climatique.

Compléter les programmes de protection sociale par des activités liées au climat, telles que le financement basé sur les prévisions, l'analyse et les informations climatiques, l'assurance contre les risques climatiques et

le changement de comportement social, peut aider les ménages à s'adapter au climat à l'avenir.

### VISION<sup>18</sup>

- La protection sociale doit tenir compte de la nature changeante des chocs et des crises, mais aussi de la vulnérabilité future des ménages et des moyens de subsistance et de l'incertitude liée au changement climatique.
- Les systèmes et programmes de protection sociale intègrent des objectifs spécifiques d'adaptation au changement climatique, afin de soutenir la résilience des communautés pauvres les plus vulnérables au changement climatique.
- La nutrition est une contribution importante au renforcement de la résilience, car le changement climatique menace la sécurité alimentaire des individus et des ménages qui sont déjà pauvres et démunis.
- Stimuler les stratégies d'adaptation à long terme des ménages. La protection sociale s'efforce de soutenir les moyens de subsistance et d'aider les ménages à s'adapter au changement climatique, plutôt que de simplement renforcer la réaction face aux chocs. Par exemple, les petits exploitants agricoles constituent un groupe vulnérable critique qui doit être ciblé et bénéficier d'un meilleur accès aux services d'aide climatiques et financière.
- L'évaluation, la planification et la conception de la protection sociale devraient intégrer des actions visant à éviter le risque de mauvaise adaptation. Il s'agit notamment de prendre en considération tout effet de débordement involontaire sur l'environnement et de chercher à mettre en place des actions plus respectueuses de l'environnement.
- Les acteurs de la protection sociale dans le contexte du changement climatique devraient élaborer ensemble des stratégies visant à atteindre des objectifs communs pour lutter contre la vulnérabilité sociale au changement climatique, en identifiant les principaux points forts des acteurs et la manière dont leurs activités s'intègrent plus largement et à plus long terme dans les domaines du développement et de l'humanitaire.

### STATUS

Dans la région ALC, très peu de programmes de protection sociale visant explicitement à faire progresser l'adaptation au changement climatique ont été mis en place jusqu'à

<sup>18</sup> Voir [ici](#) le document encadrant la vision du Bureau régional du PAM sur la Protection Sociale et le Changement Climatique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes..

présent. En effet, les expériences où les activités climatiques entrent dans le cadre de programmes de protection sociale sont peu nombreuses (par exemple, le projet PROEZA au Paraguay, le Programa de Empleo Temporal au Mexique et le programme Bolsa Verde au Brésil). Cependant, les programmes de protection sociale ordinaires présentent plusieurs possibilités de point d'entrée pour favoriser cette adaptation.

Le PAM dispose d'un certain nombre d'instruments qui soutiennent l'adaptation au changement climatique dans la région, ainsi que l'inclusion productive, l'autonomisation économique et les moyens de subsistance. Il s'agit notamment du soutien aux marchés des petits exploitants ; de la gestion des risques, de l'assurance et des finances (où la plupart des expériences ont lieu en Afrique, comme l'initiative R4 Rural Resilience et l'Africa Risk Capacity-Replica)<sup>19</sup>; ainsi que de l'aide alimentaire pour la formation.

Il est important de mentionner qu'il n'existe pas de modèle unique de programme ou stratégie de protection sociale qui pourrait répondre aux besoins d'adaptation de tous les ménages et de toutes les communautés. Ils doivent être adaptés aux besoins spécifiques et aux contextes de vulnérabilité. Malgré tout, l'impact des petites interventions individuelles sur cette adaptation est pertinent. Les programmes de protection sociale réguliers (transferts sociaux, cantines scolaires et travaux publics) peuvent être un point de départ pour faire progresser l'adaptation, en particulier lorsqu'ils sont rattachés à des activités et des services spécifiques liés au climat.

Au cours des dernières décennies, le PAM a développé de bonnes pratiques, des outils et des programmes innovants comme l'Assistance Alimentaire pour la création d'Actifs (3A). Ces anciens projets de travail contre rémunération se sont transformés en programmes de renforcement de la

résilience plus intégrés, fondés sur une analyse globale du contexte et pouvant soutenir les initiatives gouvernementales, notamment les programmes de travaux publics<sup>20</sup>. Le travail du PAM en matière de résilience, comme l'initiative PROACT en Amérique centrale<sup>21</sup> (une réponse au phénomène El Niño dans le « couloir sec »), est également un exemple d'expertise qui peut être associée et servir aux programmes et systèmes nationaux de protection sociale. Cette dernière est soutenue par l'approche à trois niveaux (3PA) du renforcement de la résilience, qui peut être utilisée pour informer de nombreux autres filets de sécurité.<sup>22</sup>

### PRIORITÉS

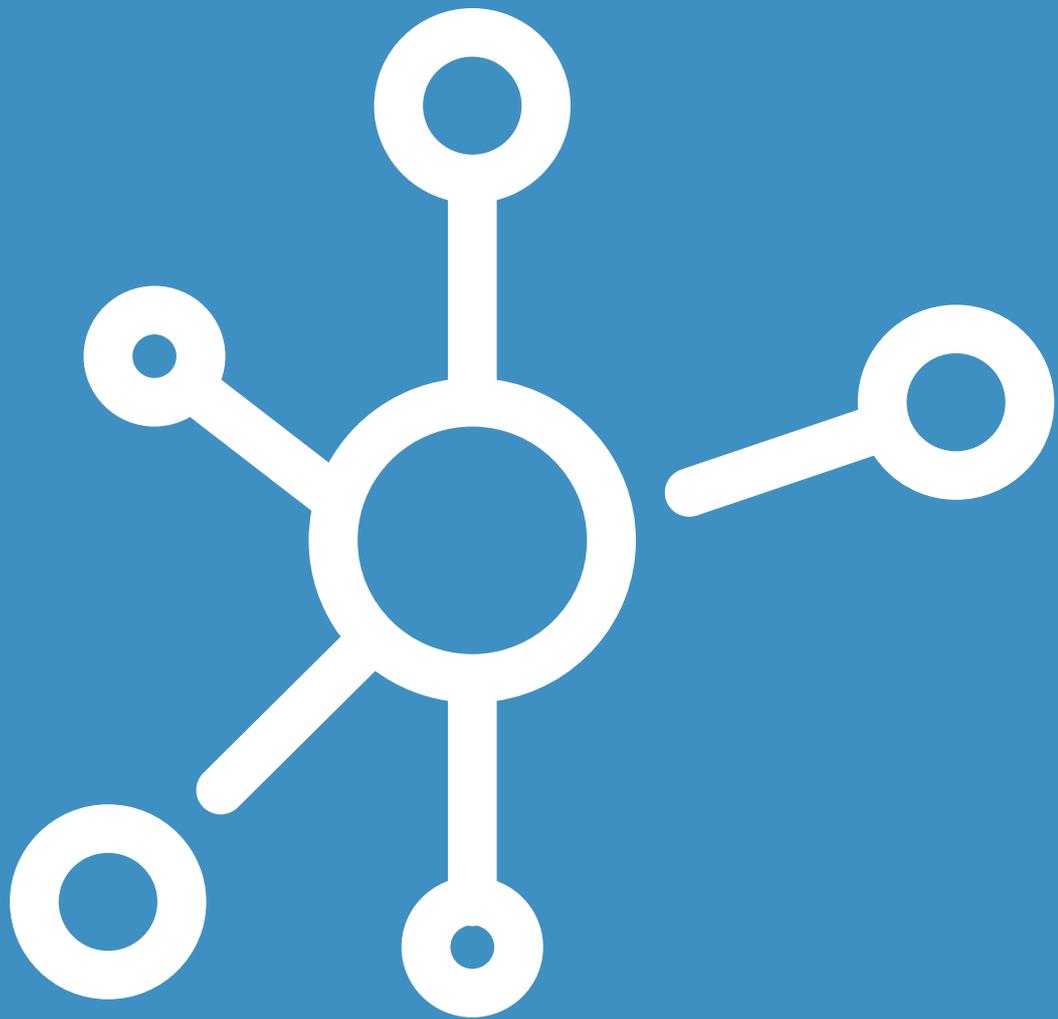
- Basado en la evidencia de la "Protección social y En se basant sur les données de l'étude « Protection sociale et changement climatique : Vision du Bureau régional du PAM pour l'Amérique latine et les Caraïbes afin de faire progresser l'adaptation au changement climatique par le biais de la protection sociale » menée par le PAM avec OPM, diffuser les résultats, contribuer au débat international sur le sujet, plaider, éclairer les pratiques et identifier les futurs domaines d'investissement.
- Développer des outils, des formations et des guides pour soutenir l'adaptation au changement climatique par la protection sociale au niveau national. Rechercher des complémentarités avec des approches de protection sociale et de nutrition sensibles aux chocs.
- Développer les instruments financiers existants et futurs tels que le financement basé sur les prévisions, les systèmes de micro-assurance et d'autres modèles paramétriques, y compris l'assurance souveraine (par exemple, le mécanisme d'assurance contre les risques liés aux catastrophes dans les Caraïbes) et trouver des moyens innovants pour mieux les relier à la protection sociale.
- Soutenir les gouvernements dans l'accès au financement lié au climat et s'associer à des partenaires pour soumettre des propositions au Fonds vert pour le climat (FVC), au Fonds d'adaptation au changement climatique ou autre.
- Analyser les programmes de protection sociale dans la région et évaluer comment le PAM pourrait renforcer la résilience et constituer la base de preuves pour continuer à soutenir cette approche.

<sup>19</sup> Consultez [cette page](#) pour avoir plus d'informations sur l'initiative R4 Rural Resilience et cette page pour plus d'informations sur l'ARC-Replica

<sup>20</sup> Consultez [cette page](#) pour plus d'informations.

<sup>21</sup> Consultez [cette page](#) pour obtenir plus d'informations sur PROACT.

<sup>22</sup> Consultez [cette page](#) pour voir la fiche d'informations sur 3PA.



# Soutien Aux Systèmes de Protection Sociale



## Pilier 4: Soutien aux systèmes de protection sociale

### CONTEXTO

L'approche du PAM dans la région de l'Amérique Latine et des Caraïbes consiste à apporter son soutien, le cas échéant, au système de protection sociale au sens large, et pas seulement aux filets de sécurité individuels. Si le rôle spécifique du PAM est naturellement plus lié à l'assistance sociale et aux filets de sécurité non contributifs, il est aussi étroitement lié aux parties contributives du système comme l'assurance sociale, ainsi qu'aux interventions sur le marché du travail. La cohérence politique et fiscale, l'harmonisation et les liens entre les différents secteurs et programmes sont au cœur de cette approche systémique de la protection sociale.

On observe dans la région une tendance à la construction progressive de la citoyenneté sociale. Conformément aux initiatives fondées sur les droits, comme le socle de protection sociale de l'Organisation internationale du travail ou le concept frère de protection sociale inclusive de la CEPALC, des débats sont en cours concernant une nouvelle approche de la protection sociale, promouvant l'équité et apportant un soutien efficace en cas de besoin. Cette approche transformative devrait s'attaquer aux causes structurelles sous-jacentes de la pauvreté et de l'inégalité, plutôt que seulement aux symptômes, en impliquant les structures sociales, les institutions, la politique et le pouvoir.

L'importance de la protection sociale dans la lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition exige une perspective à long terme, avec des engagements à long terme au niveau du financement et de la mise en place d'institutions et de systèmes nationaux. Cependant, de nombreux problèmes de nutrition sont structurels et ne peuvent être résolus que par le biais de la protection sociale. Même si la protection sociale est une plateforme essentielle pour lutter contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition, elle doit être complétée par d'autres interventions sectorielles afin de s'attaquer aux multiples facteurs de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, en fonction du contexte local.

Toutefois, certains craignent que les attentes quant au potentiel de la protection sociale soient trop élevées. En outre, la capacité des services de base (santé, éducation, aide sociale) à répondre à la demande croissante créée par les programmes de filet de sécurité doit faire l'objet d'une attention particulière lorsqu'il s'agit de soutenir à la fois la protection sociale et des politiques sectorielles spécifiques comme le fait le PAM (par exemple, en matière d'éducation, de santé, d'agriculture, d'adaptation au changement climatique, de préparation aux catastrophes, etc.).

### VISIÓN

- Les systèmes nationaux de protection sociale dans la région ALC sont soutenus par des politiques cohérentes et comprennent un ensemble d'instruments et de programmes qui sont de plus en plus intégrés et harmonisés. Les segments les plus vulnérables de la population ont accès à un large éventail de programmes et services qui peuvent contribuer à prévenir, protéger, promouvoir et transformer leurs opportunités.
- Le PAM travaille en collaboration avec les gouvernements et de nombreux partenaires pour appuyer les systèmes nationaux de protection sociale, notamment les politiques, les programmes, les mécanismes de transfert, le ciblage et les systèmes d'informations et de prestation dans le cadre de son assistance technique intégrée.
- La conception des programmes nationaux vise à garantir une bonne articulation entre la protection sociale et les secteurs contribuant à la sécurité alimentaire et à la nutrition (agriculture, développement rural, santé, éducation, changement climatique, préparation aux catastrophes).
- Le PAM promeut la coordination, afin d'exploiter pleinement et efficacement les complémentarités entre les différents instruments politiques.

### STATUS

Même si le PAM soutient certaines parties des systèmes de protection sociale depuis de nombreuses années et de différentes manières, il est relativement rare que l'approche soit intégrée et systémique, et les expériences sont plutôt récentes.

L'exemple qui se distingue est le soutien de premier plan apporté par le PAM au système



Fotografía: Rocío Franco

de protection sociale naissant en Haïti, qui comprend trois niveaux. Au niveau politique, le PAM est le principal allié du gouvernement pour coordonner la création de la première politique nationale de protection sociale. C'était une tâche ambitieuse, surtout compte tenu de l'instabilité croissante dans le pays, et elle a été menée à bien grâce à un travail continu pendant plus d'un an, malgré le contexte fragile et instable.

Le PAM a également assisté la politique de sécurité alimentaire et de nutrition et la politique nationale de repas scolaires en Haïti. Au niveau du programme, le PAM est le principal acteur fournissant des repas scolaires dans l'ensemble du pays et développant des modèles de repas scolaires locaux en accord avec les priorités nationales. Il soutient également l'institutionnalisation du programme de filet de sécurité Kore Lavi. Enfin, au niveau des sous-systèmes, le PAM travaille depuis plusieurs années avec le ministère des affaires sociales et du travail (MAST) pour renforcer les capacités à mieux enquêter, enregistrer et cibler les ménages vulnérables, grâce au développement du SIMAST. Il s'agit

d'un système multifonctionnel qui peut être utilisé par tout programme de protection sociale actuel ou futur dans le pays. Il couvre actuellement 450 000 ménages, soit 2 250 000 personnes (près de 19 % de la population haïtienne). En raison de l'élargissement de sa couverture, de sa flexibilité et de son potentiel élevé, le SIMAST suscite de plus en plus d'intérêt en tant que registre social national en Haïti. Le PAM intègre des approches réactives aux chocs et en lien avec la nutrition tout au long de ce travail global. Il co-dirige aussi le groupe de travail sur les transferts en espèces.

Dans les autres pays dotés de systèmes de protection sociale émergents, le PAM apporte continuellement son assistance technique pour les renforcer. Au Guatemala, le PAM et l'OPM ont publié une étude de cas sur la protection sociale et la résilience aux chocs, qui recommande d'effectuer des investissements structurels dans le système. Avec le soutien du siège du PAM, un atelier a été organisé en 2018 avec le ministère du développement social (MIDES) et les différentes agences gouvernementales impliquées dans les interventions d'urgence, dans le but d'identifier

les défis et les opportunités d'une protection sociale adaptée aux chocs. Les informations sur les capacités du système de protection sociale ont été saisies dans le but de permettre une meilleure compréhension du niveau réel d'opérationnalité du système. En outre, un groupe de travail des Nations unies a été créé en 2019 et a mis en œuvre l'instrument de diagnostic de base (CODI) dans le but d'identifier les domaines clés pour soutenir les programmes nationaux de protection sociale et de contribuer ainsi à la création d'un système de protection sociale au Guatemala. Dans le cadre du suivi de ces différents processus, le PAM développe actuellement des services de conseil pour analyser l'approche et la vision générales du système de protection sociale au sein du ministère du développement social, dans le but de consolider son rôle dans les situations d'urgence et de fournir une assistance technique au nouveau gouvernement national.

Un autre exemple est le Salvador, où le PAM soutient le gouvernement dans la création du nouveau ministère du développement local. Grâce au travail et à l'expertise du PAM en matière de protection sociale réactive aux chocs pour aider les ménages touchés par la sécheresse prolongée de 2018, et avec ses efforts continus en termes de protection sociale sensible à la nutrition, le PAM s'est positionné comme un partenaire clé dans ces domaines. Dans ce contexte, il a fourni une assistance technique pour développer le cadre du nouveau ministère, où la protection sociale a été établie comme un domaine stratégique.

Dans les pays dont les systèmes de protection sociale ont des degrés de maturité et de couverture variables, le PAM aide les gouvernements à identifier les lacunes de capacités et les possibilités de mesures de préparation et d'investissements pour améliorer l'efficacité globale des systèmes nationaux de protection sociale et leur capacité à répondre aux besoins supplémentaires liés aux chocs et aux crises. Dans les Caraïbes, le bureau multinational du PAM à la Barbade chargé de la préparation et la réponse aux urgences travaille avec des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux, des réseaux et des organisations nationales, régionales et sous-régionales pour accroître les connaissances, améliorer la coordination et

stimuler la coopération. Son but est d'établir une approche plus cohérente et intégrée de la préparation aux catastrophes, de la protection sociale, de l'aide humanitaire internationale et de la résilience au changement climatique, conformément aux priorités des petits États insulaires en développement et aux plans nationaux de développement durable. En collaboration avec l'OPM, le PAM a mené des recherches sur la protection sociale en cas de choc au Belize, à Sainte-Lucie, en Jamaïque, au Guyana et à Trinité-et-Tobago.

Au Belize et à Sainte-Lucie, sur la base des résultats de recherche et de la consultation du gouvernement, le PAM est en train de développer et de mettre en place des investissements ciblés dans ces domaines : gestion des données et des informations en fonction des risques, ciblage des bénéficiaires, mécanismes de prestation, coordination et financement des risques de catastrophe. En tant qu'organisme co-directeur du fonds de protection sociale pour la Barbade, Sainte-Lucie et l'Organisation des États de la Caraïbe orientale (OECS), le PAM mettra également en œuvre une série d'initiatives de renforcement des capacités afin d'aider les gouvernements à mieux informer les systèmes nationaux de protection sociale quant aux risques. Cela implique la révision de la politique et de la législation en matière de protection sociale et de préparation aux risques pour y inclure des considérations sur la réponse en temps de crise ; la conception de nouvelles stratégies de financement pour une protection sociale réactive aux chocs et pour mieux associer la protection sociale et l'adaptation au changement climatique ; la révision et l'optimisation des mécanismes de prestation et de la chaîne d'approvisionnement (en espèces, en nature) ; le pilotage des interventions de protection sociale réactive aux chocs au niveau communautaire ; et l'analyse des moyens de subsistance, de la saisonnalité et des risques au niveau communautaire.

### PRIORITÉS

- Le travail en cours dans les pays sur la protection sociale en lien avec la nutrition et réactive aux chocs fournit un point d'entrée auprès des gouvernements pour démontrer la capacité de l'organisation à soutenir les systèmes de protection sociale en les adaptant au contexte et aux besoins spécifiques des pays. Le positionnement du PAM en tant que partenaire

crédible dans le domaine de la protection sociale devra s'accompagner d'investissements dans la diffusion, la communication et la mise en réseau avec les gouvernements et les principales parties prenantes.

- Documenter les expériences concrètes qui démontrent le soutien du PAM aux systèmes de protection sociale tels que définis ci-dessus et partager les meilleures pratiques, notamment au moyen de la coopération et des échanges avec d'autres régions. Capturer l'engagement dans différents types de contextes, comme les contextes fragiles (par exemple, en Haïti), les systèmes de protection sociale récents et en cours d'évolution (par exemple, au Salvador) ou les contextes plus matures (par exemple, au Pérou et en Colombie).
- Conserver et développer les partenariats avec les principaux acteurs fournissant ce type de soutien

aux gouvernements, tels que la Banque mondiale, la BID, l'OIT et l'UNICEF. Identifier la valeur ajoutée du PAM dans chaque contexte national spécifique.

- S'engager dans les processus politiques et les groupes de travail sur la protection sociale au niveau national et explorer la possibilité de créer un groupe thématique UNDG-LAC dans ce domaine comme dans d'autres régions.
- Analyser les liens entre la demande et l'offre d'instruments de protection sociale et de services de base. Plaider pour l'intégration et l'orientation entre les différents programmes, notamment par le biais des services de guichet unique.
- Continuer à plaider en faveur de l'inclusion (et de la mesure) des considérations liées à la nutrition et à la sécurité alimentaire dans le système de protection sociale, ainsi que des approches sexospécifiques.



# Protection sociale pour L'objectif Faim Zéro

